

L'actualité politique...

EN BREF

Grande glisse

Quand Eric Besson, ex économiste de Ségolène Royal se retrouve invité au 1^{er} meeting du deuxième tour de Nicolas Sarkozy, il y a problème. Soit l'égo du monsieur l'emporte sur les idées, soit les idées ne sont pas claires mais ce qui est sûr dans l'affaire c'est qu'il y a une erreur dans le casting.

Ne pas chercher ses amis loin

Silvio Berlusconi ne s'y trompe pas, Nicolas Sarkozy est le meilleur pour le leader de la droite italienne. « Si c'est lui qui gagne, sa présidence s'unira à celle d'Angela Merkel pour faire une Europe plus occidentale et plus atlantique » a-t-il déclaré. Nous sommes prévenus

Du PSU à la droite

Quand Michel Rocard parle, « les soixante-huitards » ont toujours en tête le gauchiste du PSU guidé par un anti-communiste omniprésent et virulent. Quand il parle aujourd'hui, c'est le copain de Bayrou qui tente de construire un pont entre le PS et L'UDF. Il est toujours aussi anti-communiste. Quelle est la différence entre les deux personnages ?... Aucune... non, il n'a pas changé.

Nouvelle alliance

Michel Rocard a estimé que la création d'un nouveau parti par François Bayrou « devrait intéresser » les socialistes dans la mesure où ceux-ci ne sont plus en mesure de remporter une élection avec les seules voix de gauche. Qu'importe l'alliance, pourvu qu'il y ait la soupe...

MEDEF présent

Chacun a en mémoire le soutien non voilé de l'organisation patronale pour Nicolas Sarkozy lors du premier tour de la présidentielle. La présidente du MEDEF a déclaré pour le second tour ne donner aucune consigne de vote. « Les deux candidats sont favorables à l'économie de marché » a-t-elle déclaré.... Sans autres commentaires.

Tous derrière...

Michel Hunault, député UDF de Loire-Atlantique ne veut pas et peut-être ne peut pas, sans risque, s'écarter de ses amis, de sa famille politique. A peine le résultat du premier tour connu, il annonce la couleur, il soutient Nicolas Sarkozy... Quelqu'un pouvait-il avoir un doute sur la question ?

Quand Bruxelles «bruxellait»

A en croire le président de la commission européenne Manuel Barroso, tout baigne en ce 22 avril 2007. Les responsables européens ont en effet, salué les résultats du premier tour de la présidentielle française. Ils ont des raisons objectives d'être satisfaits quand on sait que les trois quarts des électeurs se sont prononcés pour un candidat déclaré «pro-européen» lors du référendum sur le traité constitutionnel. Attention au boomerang.

Point de vue

Par Michel RICA



Le faible score obtenu par Marie-George BUFFET au premier tour de l'élection présidentielle, n'est pas une bonne chose pour le monde du travail, pour les femmes et les hommes des quartiers populaires. Il n'est pas non plus, une bonne nouvelle pour l'ensemble de la

nus par Nicolas SARKOZY, Ségolène ROYAL et François BAYROU en sont le témoignage. C'est en toute connaissance de cause mais avec la crainte, que ces résultats ont été obtenus. Néanmoins ces votes sont parfaitement légitimes. Ils ont voulu un duel droite/gauche pour ce deuxième tour de la présidentielle et c'est ce qui va avoir lieu. La conséquence a été une sanction pour la très grande majorité de la gauche et cela est particulièrement vrai pour la candidate du Rassemblement antilibéral. Réuni le mardi 24 avril, le Conseil national du Parti communiste a pris la décision d'engager une profonde réflexion sur l'état de la société française, sur

le rôle spécifique de notre Parti et ses responsabilités particulières dans le score obtenu par Marie-George BUFFET. Un congrès du Parti communiste devrait avoir lieu d'ici la fin de l'année. Dès le 1er tour, Marie-George BUFFET a appelé à faire barrage à Nicolas SARKOZY et à faire campagne pour la candidate socialiste, Ségolène ROYAL. Les communistes de Loire-Atlantique sont engagés depuis le premier tour pour barrer la route à SARKOZY, ils vont tout faire d'ici dimanche pour battre la droite et réussir à gauche.

« Le résultat obtenu par Marie-George Buffet n'est bon pour personne »

le rôle spécifique de notre Parti et ses responsabilités particulières dans le score obtenu par Marie-George BUFFET. Un congrès du Parti communiste devrait avoir lieu d'ici la fin de l'année.

Dès le 1er tour, Marie-George BUFFET a appelé à faire barrage à Nicolas SARKOZY et à faire campagne pour la candidate socialiste, Ségolène ROYAL.

Les communistes de Loire-Atlantique sont engagés depuis le premier tour pour barrer la route à SARKOZY, ils vont tout faire d'ici dimanche pour battre la droite et réussir à gauche.

Présidentielle : le 1^{er} tour de 2007 ou le 3^e de 2002

Entre 2002 et 2007, ce sont près de 6 millions d'électeurs supplémentaires qui ont exprimé un choix. On passe en 5 ans d'un record d'abstention à un record de participation. Oubliée la douche froide du 21 avril 2002, la gauche plurielle laminée et la qualification de l'extrême droite au deuxième tour. Ce soir là, les électeurs avaient fait le choix de la diversité et de la protestation, en sanctionnant nettement les partis de gouvernement, toutes tendances confondues.

L'immense mobilisation contre Le Pen entre les deux tours, avait alors donné l'illusion d'un sursaut républicain. C'était sans compter sur l'arrogance de la droite rassemblée dans une UMP fraîchement constituée : Sarkozy à l'in-



térieur, commence son œuvre liberticide tandis que Fillon s'attaque aux retraites.

En même temps que la France mesure à nouveau la différence entre la droite et la gauche, de nombreux électeurs regrettent leur choix du premier tour. Bien plus que le choc politique qu'a

constitué la présence de l'extrême droite au deuxième tour, c'est l'absence du candidat de la gauche et d'un véritable débat de projet qui a constitué le séisme de 2002. Ce sont ses ultimes secousses qui atteignent le premier tour de 2007. L'extrême droite perd plus d'un million et demi de voix. Le vote protestataire est balayé comme l'indique le recul d'un million de voix de l'extrême gauche LO / LCR, qui a encore rappelé durant la campagne qu'elle se contenterait de rester dans l'opposition. Les deux candidats arrivés en tête ont fait le plein des voix de leur camp, un électoralat plus fluctuant se rangeant derrière Bayrou plutôt que vers un vote protestataire. Le phénomène s'est massivement exprimé sur la candidature PS, les électeurs de gauche ayant voulu à tout prix, laver l'affront du 21 avril, quitte à mettre de côté, le temps d'une élection, leur sensibilité communiste ou encore écologiste. En ce sens, le premier tour 2007 semble avoir été utilisé comme le 3^e tour de 2002.

De vous à moi...

Comme la plupart des communistes, je suis viscéralement anti-fasciste. Et j'avoue avoir caressé un court moment de satisfaction ce 22 avril, en voyant le FN chuter à 10%. La France débarrassée de celui qui n'a jamais manqué une occasion de développer des thèses xénophobes jusqu'à émettre des jugements nauséabonds sur les heures les plus sombres de l'histoire de son Histoire, une bonne nouvelle ? Peut être, si l'on est prêt à oublier qu'un autre sinistre personnage s'emploie à reprendre sa rhétorique et, pire, à mettre en œuvre une bonne partie son programme. Qui aurait pu imaginer, dans la France du 21^e siècle, la chasse aux enfants étrangers dans les écoles de la République ? A t'on déjà vu un ministre de l'intérieur stigmatiser une génération, des quartiers entiers, en usant du vocabulaire le plus populiste ? Et voilà que l'homme arrive largement en tête du premier tour ! Les dignes ont cédé entre la droite et son extrême. « La France, on l'aime ou on la quitte » nous dit Sarkozy. Ce qui est sûr, c'est que la France que j'aime n'est pas la sienne... Et que nous sommes des millions à espérer qu'il quitte durablement le pouvoir dès le 6 mai.

A.S.

...en Loire Atlantique.

**VITE LU
VITE DIT**

Les réactions dans le département

A l'exemple de Michel Hunault, député UDF de la circonscription de Châteaubriant ou de Joseph Parpaillon, Maire d'Orvault (sans étiquette mais tout de même centriste), le ralliement à Nicolas Sarkozy n'a pas tardé, chacun trouvant mille et une raisons pour vanter la politique libérale du candidat de la droite.

Réjouissances sans réserve dans le camp UMP du département. C'est à celle ou à celui qui complimentera le plus, le chef : « Score historique » pour François Pinte. « Homme de valeur et d'action » pour Annick De Roscoât...

La perle est peut-être à mettre à l'actif du président départemental du MPF, le parti de Philippe de Villiers qui ne remercie pas ses électeurs mais les « patriotes » qui ont voté pour son favori...

Ton en général mesuré du côté des personnalités socialistes de Loire-Atlantique.

Jacques Floch voit dans le taux de participation, une réconciliation entre les citoyens et la politique.

Charles Gautier pense que le second tour va se jouer sur des grandes questions comme le social et le pouvoir d'achat, quant à Joël Batteux le Maire de Saint-Nazaire il remarque qu'il y a eu beaucoup de déperdition de voix à l'extrême gauche (PCF compris)...

Michel Rica revient sur les conséquences du vote utile et appelle à continuer à porter les exigences sociales qui se sont exprimées et à faire barrage à Sarkozy.

Le vote utile fausse-t-il l'audience réelle ?

Un résultat insatisfaisant qu'il faut chercher à mieux comprendre

Le résultat obtenu par Marie-George BUFFET en Loire-Atlantique au soir du 22 avril, n'est pas satisfaisant. Si dans le même temps l'audience du Parti Communiste sur notre département est supérieure au 1,39 % sorti des urnes, cela ne cache pas l'inquiétude face à la faiblesse du score obtenu. Les questions et les propositions que porte le Parti Communiste, sont et restent porteuses tant dans le domaine social qu'économique : les Chantiers navals, Airbus, la défense du Port et bien d'autres questions encore. L'histoire l'a montré, quand le Parti Communiste est affaibli, le mouvement social est également affaibli, les gens les plus en difficultés mais aussi la grande majorité des hommes et des femmes prennent de nouveaux coups.

Les prochaines échéances électorales doivent permettre de rétablir l'audience électorale du Parti Communiste sur notre département. Les communistes s'y emploieront dans les prochaines semaines avec leurs candidats, mais dans un premier temps essayons de



comprendre le vote du 22 avril en Loire-Atlantique.

Entre le scrutin des présidentielles de 2002 et celui de 2007, la progression du nombre d'inscrits en Loire-Atlantique a été de 77 430 et le nombre d'exprimés a été, lui, en hausse de 186 601 soit 32 % de plus.

Qui a profité de ce nouvel électorat ?

La droite d'abord qui globalement, progresse de 170 317 voix sur le département, l'UMP quant à elle progresse de 106 101 voix.

Cette progression bénéficie également au Parti Socialiste qui passe de 104 631 voix en 2002 à 228 850 en 2007.

C'est ainsi que pour 186 601

votants supplémentaires entre les deux scrutins l'UMP et le Parti Socialiste progressent à eux deux de 210 732 voix, soit beaucoup plus que le nombre d'exprimés supplémentaires.

Le vote « utile »

Ces quelques chiffres montrent que les nouveaux électeurs se sont, avant tout, portés sur les deux candidats qui se retrouvent au second tour, mais aussi que le « vote utile » a mordu sur tous les autres candidats à gauche comme à droite.

Un vote FN en recul.

Les 9254 voix perdues sur le département par le Front National (-25 %) sont indiscutablement venues renforcer le score de N. Sarkozy.

L'extrême gauche troskiste

en nette difficulté

Avec 26 477 voix en moins, elle enregistre une baisse de 58 % par rapport au résultat obtenu en 2002. Arlette LAGUILLER perd à elle seule, 73% de ses voix.

Les Verts laissent 2 voix sur 3 dans la bataille

Avec 41 110 voix en 2002 pour 14 582 en 2007, les Verts réalisent une chute spectaculaire, perdant quasiment 2 électeurs sur 3.

Les communistes ne sont pas épargnés

Le score réalisé par Marie-George BUFFET s'inscrit dans ce phénomène du vote utile. En passant de 14 466 suffrages en 2002 à 10 724 en 2007, le poids du Parti Communiste en Loire-Atlantique s'est une nouvelle fois, effrité lors d'une élection présidentielle.

Un effet de la crise politique

En passant de 46 015 voix à 160 022 en 2007, François BAYROU influe sur tous les curseurs des partis politiques. Il réalise un score que seule, la nature même de la Vème République conjuguée à la crise de la politique, peut permettre. Un phénomène vraisemblablement éphémère mais qui trouble considérablement les règles de la démocratie.

Déclaration de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF à l'issue du premier tour

En se mobilisant massivement à l'occasion de ce 1er tour de l'élection présidentielle, les électeurs et électrices ont repoussé le spectre d'une réédition du 21 avril 2002.

Le vote utile des électeurs de gauche y a largement contribué. Le faible score de Marie-George BUFFET et du PCF en est l'une des conséquences. Il est préjudiciable au monde du travail.

Pour autant, la Fédération de Loire-Atlantique du PCF tient à remercier les électrices et les électeurs de gauche qui en portant leurs suffrages sur le nom de Marie-George BUFFET, ont voulu exprimer dans les urnes, tout à la fois,

la condamnation de la politique de la droite au pouvoir et leur volonté de soutenir un projet politique rompant avec les logiques libérales.

A l'évidence, le score réalisé par Ségolène ROYAL montre que son résultat dépasse l'influence du seul Parti socialiste.

Les communistes entendent dès à présent, créer toutes les conditions pour faire barrage à SARKOZY. Ils sont et restent disponibles pour le monde du travail, pour continuer à porter, avec leurs militants, leurs élus, les exigences sociales qui se sont exprimées avec force dans cette campagne électorale.

Nantes le 22 avril 2007, 20h50.

Michel RICA,
Secrétaire
départemental

Frustration

En titrant le lendemain du premier tour de l'élection présidentielle « Et maintenant, le grand débat », le quotidien Ouest France met l'accent sur l'un des grands problèmes du 1er tour : l'absence de débats.

Alors qu'un premier tour se veut avant tout une confrontation entre les différents candidats sur des propositions, des moyens pour les faire aboutir, nous sommes cantonnés cette fois-ci à de simples affirmations des prétendants, s'interdisant pour les « plus grands », une confrontation directe.

Alors maintenant « le grand débat »... c'est une façon particulière de voir la démocratie même si le débat télévisé entre les deux rescapés du 22 avril, sera écouté par des millions de téléspectateurs.

Il n'y a pas qu'une voix à gauche

Au résultat de l'élection présidentielle, nombre de commentateurs politiques s'aventurent sur l'idée que la gauche aurait perdu son pluralisme, laissant le Parti Socialiste comme son seul représentant. Si les scores enregistrés notamment par les Verts, les Communistes, sont très souvent extrêmement faibles, il est certain que leur audience, que leur rayonnement sont différents. Le type d'élection que représente la présidentielle tend à fausser la représentativité des partis politiques laissant au « vote utile » une place primordiale pour beaucoup d'électeurs qui font lors de leur vote, abstraction de leurs choix politiques. Le 22 avril 2007 est ainsi devenu dans les faits, le 3^e tour de l'élection présidentielle de 2002.

La Brière n'échappe pas au vote utile

Les résultats obtenus dans les différentes communes de Brière et notamment celles dirigées par des maires communistes comme à Trignac, Saint-Joachim ou Saint-Malo-de-Guersac confirment les données départementales et nationales : « Les électeurs comme partout, commentait Jean-Louis LE CORRE, n'ont pas voulu la répétition de ce qui s'était passé en 2002 et toutes les candidatures à la gauche du PS ont été les victimes de ce glissement ».

Autre fait marquant, le vote en faveur du candidat « Chasse, pêche, nature et tradition » habituellement plus marqué dans cette région, a fait aussi les frais du vote utile.

Personne ne disait ou pensait, à juste titre, au soir du 22 avril que cette élection reflétait une situation locale.

Barrer la route à la droite de Sarkozy

Sarkozy : Un danger pour la France et le monde du travail !



Cinq ans de casse sociale, ça suffit !

La batterie de mesures réactionnaires que porte Sarkozy, fait craindre le pire pour notre pays et notre peuple.

La liste est terrible : le droit du travail sera modernisé avec la création du contrat de travail unique qui réduirait les garanties sociales de tous les salariés ; l'austérité salariale maximum en dehors d'une augmentation du temps de travail au nom de la célèbre formule « **pour gagner plus, travailler plus** » ; engager une stratégie du gagnant-gagnant qui donnera de la sécurité et de la flexibilité ; réduire les charges sociales sur les heures supplémentaires ; encourager l'activité des seniors ; fusionner l'ANPE et l'UNEDIC et ne pas hésiter à recourir à des sociétés de placement rémunérées aux résultats ; les fonctionnaires sont trop nombreux et le système du point d'indice est rigide, il faut promouvoir leur rémunération au mérite ; suppression des droits de succession et bouclier fiscal à 50%, autre manière de flinguer l'ISF

Il veut s'attaquer au droit de grève!

En 1976 déjà, il militait dans les comités anti grévistes...

Depuis août, il ne cesse de donner des gages anti-grève au MEDEF.



Dans son 1^{er} discours du second tour, il le répète : « *Je veux instaurer le service minimum dans les transports. Je ne veux plus qu'une minorité puisse prendre la majorité des citoyens en otage. Je veux faire respecter le principe fondamental de la continuité du service public. Je ne confonds pas le droit de grève avec le droit de bloquer tout le pays.* » Dès l'été, une loi créera un service minimum garanti en cas de grève.

B. Thibault estime qu'une telle mesure ferait que la France s'approcherait « d'un système dictatorial ». Ce droit de grève, droit individuel qui s'exerce collectivement, reconnu par la Constitution et par la charte européenne des droits sociaux, est l'arme des travailleurs. Elle permet de faire valoir nos revendications. Si ce droit est remis en cause, seul le pouvoir unilatéral du patronat s'exercera.

Libertés individuelles: la menace Sarkozy !

5 ans de pouvoir et un bilan catastrophique

Quand il affirme que l'insécurité est le résultat d'un manque de sévérité des peines, d'un insuffisant recours à la prison notamment pour les mineurs et d'une démission des juges, il caresse peut-être dans le sens du poil des idées qui se sont répandues dans une opinion déboussolée par la dégradation de ses conditions de vie quotidienne, il n'en énonce pas moins une contre-vérité. Tous les chiffres, toutes les études montrent que les peines ont tendance à s'alourdir, que la population carcérale n'a jamais été si nombreuse. **La vérité, c'est que la politique du tout répressif prônée par Sarkozy est profondément inadaptée à traiter les problèmes de sécurité rencontrés dans les quartiers les plus en souffrance sociale.** Car, du même coup, on évacue tous les enjeux sociaux et économiques.

Le bilan des 5 années de régression des libertés, de stigmatisation des personnes en difficulté, est dramatique. La dernière en date, la loi « **Prévention de la délinquance** » dite Loi Sarkozy, bafoue la démocratie, les libertés dans la cité et à l'entreprise, stigmatise la jeunesse. Avec cette loi, « **Le vivre ensemble** » se résume aux contrôles, au fichage, à la répression sans aucun moyen consacré à la prévention et au social.



Quand la droite embrasse l'extrême droite...



Un flirt dangereux pour la République

Derrière les valeurs défendues par Sarko - mérite, travail, sécurité, identité nationale, rétablissement de l'autorité républicaine -, se cachent les thèmes de Le Pen. Il n'a cessé de recycler les discours de ce dernier. La « racaille », le « nettoyage au Kärcher », « la France, aimez la ou quittez la », la pédophilie inscrite dans les gènes..., la création d'un « ministère de l'immigration et de l'identité nationale » digne des années Vichy, Sarkozy a définitivement tombé le masque. L'idée forte de son action est la stigmatisation. Il s'en prend aux jeunes parce que « violents », aux immigrés parce qu'« étrangers », aux chômeurs parce que « sans travail ».

Si une telle idéologie parvenait à faire son nid dans notre pays, il est probable que, oui ! hélas !, comme le dit l'affiche de ce candidat-là, « Tout devient possible » ; même le pire !

Protection Sociale: rupture ou aggravation ?



Après avoir voté dans le cadre du budget de la sécu, l'amendement scélérat du gouvernement, rédigé au nom de « la lutte contre la fraude », **Sarkozy propose de renforcer notre système de santé ???** Ainsi, l'hypothèse d'un financement intégral par l'impôt de prestations relevant de la solidarité nationale beaucoup plus que de l'assurance interprofessionnelle doit être sérieusement considérée.

La redéfinition des lignes de partage entre les périmètres respectifs d'intervention des régimes de base et des régimes complémentaires doit être engagée.

Pour sensibiliser aux coûts des soins et responsabiliser davantage, il est partisan de l'introduction d'une franchise sur la consommation de soins.

Déclaration Marie-Georges Dimanche 2



Nicolas Sarkozy. Exacerbé par le présidentiel enjeu a dominé tous les autres enjeux. Le danger de voir l'extrême droite et de l'extrême droite profiter de l'effet de souffle du vote présidentiel pour s'installer durablement en faveur de Sarkozy pour une part de François Hollande joué sur les électrices minées à faire gagner la gauche, le nombre d'électrices et d'électeurs ne sauraient trahir le Parti communiste dans notre pays. Nicolas Sarkozy est un homme qui a été choisi de reprendre le Front National afin de devenir le leader de l'extrême droite. Il doit être écarté de sur les insuffisances et le manque de la candidate socialiste. **Je lance cet appel avec confiance : la gauche réalise son projet sous la 5^{ème} République. J'appelle les communistes à participer à cette campagne magnifique de prévention, à ne pas relâcher leur vigilance.** Jusqu'au 6 mai, il nous faut continuer à lutter contre Sarkozy. C'est vital pour notre système social. Ce que je veux dire, enfin, c'est que nous sommes évidemment très loin de nous être menés un beau combat. Je ne céderai à ces discours selon lesquels il est possible, en France, de changer de président. Tout au long de la campagne, nous attendons les attentes qui se sont manifestées dans les luttes contre les réformes. Nous attendons la campagne contre la constitution pour arracher le retrait du CPE. Pendant toutes ces semaines, nous attendons des réponses de nos élus communistes, les nombreux acteurs et actrices de cette campagne, ont montré qu'ils veulent gagner en France, les intérêts de l'humanité. Ces idées là, quoi que l'on fasse, sont et resteront les idées du Parti communiste sera tout ce que nous devons renforcer dans les luttes de tous les hommes et femmes. **Je veux le redire ici. Il n'y a pas de retour en arrière, au chômage, à la misère, nous l'imposons. Alors ce dimanche, demain pour battre la droite aux élections législatives, demandez le changement dont notre pays a besoin.**

Porter les exigences sociales à gauche

Emplois, salaires, services publics : L'Urgence Sociale !

En finir avec la précarité !

Sécuriser l'emploi et la formation

Peu à peu, la France s'enfoncé dans la précarité, si bien qu'aujourd'hui, sur 10 embauches, 7 sont faites sur la base d'emplois précaires. Temps partiels, bas salaires, CDD... et trop souvent, retour à la case chômage. Ça ne peut plus durer. De la droite à la gauche, en passant par la plupart des organisations syndicales et même par le MEDEF, chacun s'accorde pour reconnaître la nécessité d'une sécurisation des parcours professionnels. Sur quels contenus ? Le ou la prochaine président(e) devra se saisir de cette question essentielle. D'autant



plus que les 3 millions de salariés et de jeunes qui ont fait reculer le gouvernement sur le CPE seront particulièrement attentifs aux solutions proposées pour en finir avec la précarité. Le PCF poursuit la bataille pour une véritable sécurité d'emploi et de formation qui permette à chaque individu d'alterner des périodes d'emploi et de formation avec un bon niveau de revenu. Les 22 milliards d'euros annuels d'exonération de cotisations sociales patronales doivent pouvoir alimenter des fonds régionaux décentralisés pour l'emploi et la formation.

Gagner la bataille de l'emploi et des salaires...



Créer et protéger les emplois et augmenter les salaires

La droite au pouvoir a eu beau tronquer les résultats pour finir son mandat avec un chômage prétendument en baisse, la situation est trop grave pour jouer avec les chiffres. Pas un jour ne passe sans une annonce de menace de plan social, sans que ne s'engage une lutte pour la défense d'un site. Il est nécessaire d'engager d'urgence de nouvelles politiques de défense de l'emploi, notamment industriel et de mettre en œuvre des dispositifs légaux contre les délocalisations. Les députés communistes ont soumis à plusieurs reprises, une proposition de loi dans ce sens, toutes refusées par le gouvernement de droite. La fiscalité et la maîtrise du crédit sont d'autres moyens essentiels pour permettre le soutien et la création d'emploi. Par ailleurs, la France est désormais touchée de plein fouet par le phénomène des travailleurs pauvres. Le SMIC trop bas et le recours massif au temps partiel rendent bien souvent les salaires indignes. L'augmentation de tous les salaires et le relèvement des minima sociaux de 300 euros sont devenus une priorité absolue. Le SMIC doit être porté à 1500 euros bruts dès le début du mandat afin d'atteindre les 1500 euros nets en fin de mandat.

Financement, fiscalité, les moyens pour réussir !

Financer les besoins en mettant les profits à contribution

Il faut en finir avec la démagogie qui consiste à assimiler la France comme ruinée par la dette et condamnée à vie aux budgets de rigueur ! Les revenus du capital se portent à merveille, les profits explosent pour les actionnaires comme les salaires des grands patrons. Ce sont les rouages du capitalisme mondialisé qui pénalisent l'emploi et l'investissement. C'est pourquoi il est urgent de reconquérir un pôle bancaire public afin de permettre la mise en place de crédits bonifiés sur des critères sociaux, d'investissements, de salaires et de création d'emplois. Par ailleurs, la fiscalité pèse sur les revenus modestes, la T.V.A. représentant une part bien plus importante que l'impôt sur le revenu dans le budget de l'Etat. Pour financer les dépenses publiques, il faut dégager des revenus nouveaux. Notamment en augmentant l'ISF et l'impôt sur les plus hauts revenus, mais aussi en s'attaquant à la fiscalité des entreprises. L'impôt sur les entreprises doit pouvoir être modulé selon le taux d'investissement et de créations d'emplois.



Quels leviers pour de nouvelles conquêtes sociales ?

Imaginer de nouvelles conquêtes, c'est d'abord se donner les moyens de mettre un terme à 5 ans de pouvoir de droite en permettant l'élection de Ségolène Royal. Sous les applaudissements du MEDEF, la droite s'est attaqué minutieusement à ce qui compose le socle des droits sociaux : Retraites, minima sociaux, Sécurité sociale, droit du travail... Et ce malgré l'opposition d'un puissant mouvement social. Les luttes se sont heurtées au mur du pouvoir exécutif et législatif au service des puissances d'argent. La représentation des intérêts des salariés et des milieux populaires dans les institutions est un élément incontournable pour lancer de nouvelles conquêtes sociales. De ce point de vue, la faiblesse du score de Marie George Buffet est une



mauvaise nouvelle pour le monde du travail et, au-delà, pour tous ceux qui aspirent au changement. De la même manière que le vote Besancenot a constitué un coup d'épée dans l'eau puisqu'il indique lui-même n'avoir pour perspective que l'opposition, à la droite comme à la gauche. A l'inverse, la présence d'élus communistes

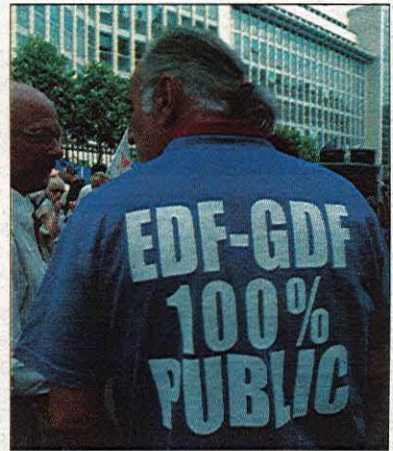
dans les majorités de gauche comme dans l'opposition déterminée à la droite au Parlement, constitue de solides points d'appui pour l'expression des luttes sociales et des alternatives au capitalisme mondialisé. Au Parlement lorsqu'il s'agit de proposer un autre financement des retraites comme dans les régions pour gagner l'installation de commissions de contrôle des fonds publics, ou encore dans les municipalités pour voter des arrêtés anti-expulsion, les élus communistes peuvent permettre de donner corps à certaines revendications sociales.

Et c'est bien l'articulation entre les luttes et l'action d'une gauche combative dans les institutions qui pourra répondre à l'urgence sociale et remettre la France sur les rails du progrès social.

Reconquérir et développer les services publics

Santé, école, énergie, l'égalité en jeu

Des suppressions de postes d'enseignants à la fermeture



des bureaux de poste en zone rurale en passant par le dramatique manque de moyens des hôpitaux, nos services publics sont attaqués et plus que jamais menacés. Leur défense nécessite l'honnêteté politique : Soit l'on engage le fer avec l'Union européenne pour permettre leur financement public et leur mise à l'écart de la sacro sainte « concurrence libre et non faussée », soit l'on accepte leur démantèlement progressif. De la même manière, il faut engager la deuxième manche pour reconquérir un grand service public de l'énergie. Le parc nucléaire, la sécurité des populations, l'indépendance énergétique de la France et les moyens nécessaires à la recherche pour des énergies nouvelles, rendent vital le retour à une EDF-GDF 100% publique.

Evènements, culture, idées.

Quoi de neuf dans les comportements politiques et électoraux ?

Par Frédérique MATONTI

Le commentaire des échéances électorales récentes a souvent mis en oeuvre des catégories simplistes, qui masquent la complexité des comportements politiques. Pour l'universitaire Frédérique MATONTI, leur compréhension passe par le recours à l'histoire et à l'analyse de la dynamique sociale dans son ensemble.

Au lendemain du 21 avril 2002, éditorialistes, sondeurs et professionnels de la politique se sont accordés pour assimiler, sous l'étiquette de « populiste », vote d'extrême gauche et vote d'extrême droite. Cette catégorisation entendait souligner que les « bastions ouvriers » (et donc, les classes populaires et les chômeurs) avaient basculé vers les candidats « autoritaires ». Les commentateurs se retrouvaient également pour déplorer qu'un autre tiers des électeurs s'était abstenu ou avait voté blanc. Les deux tiers de l'électorat, jugeaient-ils finalement, ne se reconnaissent plus dans le système politique démocratique.

Cette analyse s'est radicalisée lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen. Les exigences du métier politique et de la profession journalistique, contraignent certes à réagir dans l'urgence. Mais si ce diagnostic a pu aisément

s'imposer, c'est aussi parce qu'il est le produit d'un sens commun savant, dont les prémices sont mises en place dès les premières controverses autour du vote FN (ses électeurs venaient-ils du PCF ? Était-ce du gauchisme ?), et à l'occasion de la construction de la notion de populisme. C'est pourquoi, discours scientifique dominant et commentaires à chaud sont souvent très proches.

Ces propositions sont sociologiquement discutables. Difficile, en effet, de comparer un électeur abstentionniste et un électeur qui vote blanc, tant leur compétence politique (c'est-à-dire leur capacité à se repérer dans l'espace politique) est inégale. Difficile également d'assimiler les abstentionnistes les uns aux autres, tant diffèrent « abstention hors jeu » des moins intégrés socialement et « abstention dans le jeu » de ceux qui, au contraire, maîtrisent les règles du jeu politique. On assiste depuis, au retour d'un électeur vu comme un « individu capable de se faire une opinion » et d'exprimer ses préférences parti-



sanés que son intérêt pour la sphère publique ». Cette représentation de l'électeur avait été autrefois, mise en cause par la sociologie politique française, qui montrait que la compétence politique était inégale, c'est-à-dire socialement, voire scolairement, répartie. Faute d'admettre cette inégalité et la domination politique qui l'accompagne, de nombreux travaux dressent un portrait contradictoire de

l'électeur. Ces critiques conduisent à proposer une autre approche, moins désincarnée, du comportement politique. Une approche qui ne se focalise pas uniquement sur l'électeur, qui ne se limite pas au temps de la campagne, ou encore qui ne traite pas des partis qu'à travers leurs dirigeants. Elles invitent donc à étudier le travail de mobilisation mené par les militants, les candidats, les gouvernants, les médias, les communicants, mais aussi par la famille, les pairs, l'environnement professionnel... Il est aussi une « occasion » pour les individus engagés lors des actions ainsi suscitées (votes, manifestations, grèves, pétitions...) d'un « apprentissage du poli-

tique » au sens où, maniant un vocabulaire jusque-là en partie étranger, ils saisissent leurs actes comme dotés de sens « politique ». C'est ce souci d'appréhender les rapports au politique de manière plurielle qui mène à travailler sur des objets très divers : les partis et les militants, l'acte de vote, les institutions ou encore le travail des journalistes politiques. Il conduit à ne pas s'en tenir au temps court. Or les mécanismes de mobilisation paraissent grippés, au point qu'il faille plutôt parler de démobilisation politique. Au quotidien, par exemple, les savoir-faire militants (et la compétence politique qu'ils apportent) trouvent de moins en moins de lieux politiques et syndicaux pour se transmettre, dans un contexte de moindre intégration au travail. En effet, tous ces phénomènes politiques ne sont compréhensibles qu'articulés aux bouleversements sociaux : désaffiliation et vulnérabilité sociales liées à l'effritement de la condition salariale, conséquences complexes de la démocratisation scolaire ou, à l'inverse, de l'échec des plus fragiles socialement. Ce sont ces phénomènes qu'il s'agit aujourd'hui d'étudier.

F. MATONTI, dans la revue **Sciences Humaines** (Extraits).

LIRE

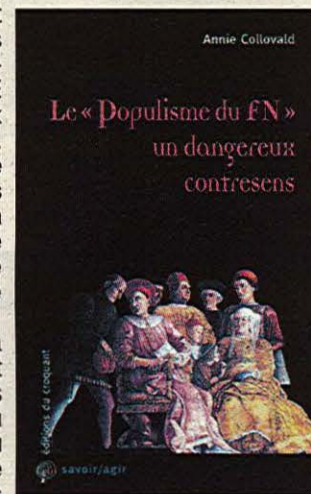
Le « populisme du FN » un dangereux contresens

Avec cet ouvrage, Annie COLLOVALD a voulu déconstruire et remettre en cause le terme de « populisme » qui sert aujourd'hui d'explication au succès électoral du Front national.

Certains historiens s'emparent de ce mot lorsque apparaît le FN sur le devant de la scène électorale en 1984, on parle d'extrême droite, de fascisme, mais pas de populisme. Ils défendent l'idée que le fascisme n'a jamais existé en France, même dans les années 1930. Ils ont donc voulu démontrer qu'avec le FN, on n'aurait pas du tout affaire à du fascisme, mais à du populisme, avec BOU-LANGER et POUJADE comme principaux ancêtres de J.-M. LE PEN. « Bien sûr, il vont être démentis dans le cours du temps mais ça ne va pas les empêcher de continuer de dire que le FN, c'est du populisme ».

Puis, une partie de la science politique, celle dont l'objet d'étude porte sur les élections, s'empare du terme : « le FN, c'est du populisme, la preuve c'est qu'il rassemble très majoritairement les classes populaires ». Enfin, au cours des années 1990, « le terme va s'imposer et devenir l'explication classique et dominante de ce qu'est le Front national ». Aujourd'hui, à travers « le populisme, les classes populaires ne sont plus une cause à défendre mais un problème à résoudre ». Avec ce problème de taille : ce terme de « populisme » euphémise l'injure, le terme est beaucoup moins stigmatisant que « fascisme » ou « extrême droite ». A tel point que le FN ne se gêne pas pour se réapproprier le terme et se dire fièrement un parti « populiste ». « Populisme » est un terme qui, à la fois, classe le FN et donne une interprétation des raisons de son succès.

A travers ce travail rigoureux, Annie COLLOVALD rappelle combien sont dangereux les jugements à l'emporte-pièce et les notions vides de sens, d'autant plus quand il s'agit du FN. Un livre complexe, indispensable à tous les antifascistes. A. COLLOVALD, *Le « populisme du FN » un dangereux contresens*, Editions du Croquant, coll. Savoir/Agir, 2004, 256 p., 12 €.



VOIR...



Fête des NLA 2007 Débat au stand du livre

Le dimanche 27 mai, dans le cadre de la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, au Parc paysager de Saint-Nazaire,

aura lieu au stand du livre à 14h, un débat co-organisé par la Fédé PCF-44 et l'Humana-Café de Nantes, sur le thème : « *Entre présidentielle et législatives, comment les Français(e)s votent-ils ?* ».

Avec la participation de **Frédérique MATONTI**, Professeur de Science Politique, Directrice du Département de Science Politique de l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1) ; **Annie COLLOVALD**, Professeur de sociologie politique, Centre nantais de sociologie, Université de Nantes ; **Rosa MOUSSAOUI**, journaliste à l'Humanité ; et **Yann LE POLLTEC**, membre du Conseil national du PCF et Attaché parlementaire européen.

MÉDIAS

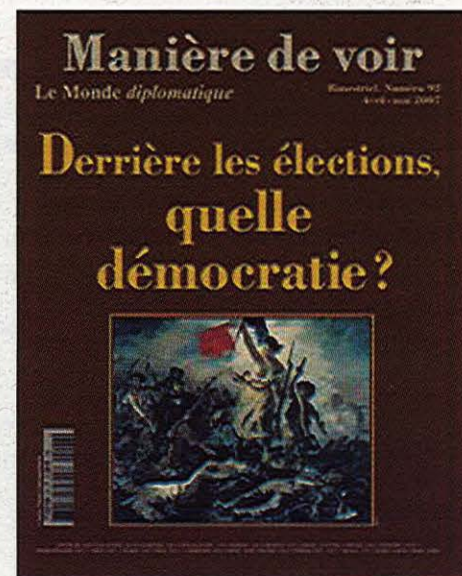
Un regard différent sur les élections

Il faut lire la dernière livraison de *Manière de voir**. L'actualité l'impose. En pleine campagne présidentielle, qui voit les rivalités s'organiser autour de querelles de personnes, les commentaires ne concerner que les fluctuations des sondages, s'interroger sur le fonctionnement concret de la démocratie, a tout d'une impertinence iconoclaste. La question est pourtant salutaire. En déplaçant les

regards vers les activités de groupes ou d'individus appartenant aux élites sociales et politiques (politiciens, hauts fonctionnaires, magistrats, grands patrons, experts, journalistes...), ce *Manière de voir* brise des évidences et les détourne des plus dangereux ne viennent pas principalement du populisme ou de l'extrémisme ou des communautarismes, des immigrés mal assimilés ou encore de classes populaires déboussolées et « autoritaires ». Accompagnés d'une bibliographie, de bio-

graphies et de points de repère chronologiques abondants, de sites d'associations et d'une belle iconogra-

phie, tous ces articles sont autant d'invites à relancer les enquêtes et à demeurer vigilants face à « comment pensent et marchent » les institutions démocratiques et leurs représentants. Ils forment ainsi un numéro nécessaire pour nous dépeindre des visions illusoires, tout en rappelant fort opportunément que les autoritarismes modernes, qui répudient sans honte les valeurs des démocraties, surgissent le plus souvent au cœur même de celles-ci.



Annie COLLOVALD

phie, tous ces articles sont autant d'invites à relancer les enquêtes

**Manière de voir* n°92, avril-mai 2007, 100 p., 7 €.

près de vous

CIDEFE

Faites le plein d'énergie

L'indépendance énergétique de notre région et du grand ouest est, une nécessité incontournable pour le développement économique. Une journée de formation des élus est organisée sur ce thème par l'ADECOR 44 en collaboration avec le CIDEFE mercredi 30 mai 2007. A inscrire d'urgence sur l'agenda.

CARENE

Revoir la tarification des transports publics

La communauté d'agglomération a adopté la nouvelle tarification de transports publics. Pour Saint-Nazaire et la Brière. L'occasion pour Christian SAULNIER de remarquer que la vente du ticket à l'unité et du carnet représentait plus de 35% des recettes malgré l'existence de nombreuses possibilités d'abonnements. « 13 formules différentes mais 2/3 de la demande concentrée sur 3 titres de transports seulement. Cette seule constatation montre que quelque chose ne va pas... Nous ne pouvons plus attendre pour avoir une nouvelle tarification qui réponde aux besoins des usagers et qui soit suffisamment incitative pour rendre visible notre volonté de proposer une réelle alternative à la voiture » a-t-il conclu.

Montoir de Bretagne

Daniel LE BARILLEC satisfait

Le Conseil municipal a donné le feu vert à la rénovation de la salle polyvalente du complexe sportif.



400 places assises, une scène agrandie, de nouvelles loges, la réfection complète du chauffage, une acoustique améliorée... Des travaux qui coûteront 2,5 millions d'euros et qui devraient être terminés pour la rentrée 2009. « L'objectif, c'est de réaliser une salle de spectacles digne de ce nom, un endroit ouvert aux écoles, au collège, aux sportifs, aux retraités, d'améliorer l'accueil, d'aménager des lieux de stockage pour le matériel et les décors... On pourra enfin écouter un concert ou assister à une pièce de théâtre dans des fauteuils confortables qui donnent envie de revenir ! » insiste l' élu en se massant le dos au souvenir de la dernière représentation !

L'activité

■ Région

L'Assemblée contrôlera l'utilisation des fonds publics

Les aides financières publiques versées aux entreprises doivent permettre de favoriser, en priorité, les créations d'emplois. Cette volonté, les élus communistes l'ont plusieurs fois rappelée dans leurs interventions au Conseil régional depuis 2004. D'autant que de nombreux exemples à travers le pays montrent que c'est loin d'être toujours le cas. Lu et Meta-leurop, parmi d'autres, sont dans toutes les mémoires « Depuis trois ans, nous avons voté à plusieurs reprises des fonds importants pour soutenir l'activité économique, la recherche et la formation dans les Pays de la Loire » remarque Hubert DELAHAIE qui donne l'exemple de l'implication de la Région dans l'installation de l'usine de mozzarella à Herbignac et rappelle son engagement dans le centre de recherche sur les matériaux composites Technocampus à Bouguenais. « Quand nous donnons de l'argent, nous devons impérativement savoir où il va et à quoi il sert. C'est l'argent public, très souvent, qui permet aux entreprises de s'installer, ce sont les services publics qui leur permettent de fonctionner (énergie, transport, poste, école, santé...) Il est juste de contrôler la bonne utilisation de l'argent des contribuables ». Depuis, trois ans, les communistes ligériens demandaient que l'Assemblée se donne les moyens de tels contrôles. Ils viennent d'avoir gain de cause et ont obtenu la création d'une commission consultative de suivi de l'utilisation des fonds publics. Cette mesure qui « responsabilise » patrons et actionnaires « vis-à-vis des territoires, des élus et des populations, était très attendue par les salariés, leurs organisations représentatives » souligne le Conseiller de Brière. « Nous allons nous employer à ce que cette commission se mette en place rapidement et joue son rôle pleinement » a-t-il assuré.

Saint Malo de Guersac

Le logement social n'est pas à vendre



Saint Malo de Guersac, commune de 3 200 habitants compte soixante logements sociaux dont 14 maisons construites par Gaz de France en 1980, revendues par la suite à Logis Ouest. Depuis 25 ans, les propriétaires ont perçu les loyers sans jamais entretenir les maisons.

Jusqu'au jour où fenêtres et portes ne fermant plus, l'eau perlant dans les pièces à la première averse et les ennuis électriques se multipliant à loisirs, les chaudières rendant parfois l'âme au beau milieu de l'hiver... les locataires se sont rassemblés, ont prévenu la presse, contacté la CNL et demandé l'aide du maire.

Le 11 juillet 2006, Roger DAVID obtenait une table ronde et Logis Ouest s'engageait à intervenir. Au cours de cette rencontre fut évoquée, par certains locataires, l'idée d'acheter leur maison. Tout en commençant enfin à effectuer les travaux indispensables, Logis Ouest fit des propositions.

Mais alors que les Domaines proposaient un prix moyen de 130 000 euros par pavillon, le propriétaire en demanda 144 000 avant travaux, 164 000 euros les travaux terminés. « La facture est élevée, surtout quand on pense que certains ont cotisé tous les mois pendant un quart de siècle en payant leur loyer » remarque Roger DAVID qui s'inquiète fortement de voir disparaître 25% des logements sociaux de la commune. « Si des maisons sont vendues à un prix plus raisonnable, ce que je peux tout à fait comprendre, Logis Ouest doit s'engager à en construire de nouvelles afin de reconstituer son patrimoine social sur le territoire de la commune » a affirmé le Maire lors d'une réunion de concertation organisée à sa demande, le 18 janvier dernier.

Comme ce n'est pas le cas, le Conseil municipal appelé à se prononcer sur la vente des 14 logements, vient de s'opposer fermement à leur aliénation.

Nantes Métropole

Yann VINCE « Pas de défense de l'environnement sans combat pour la transformation sociale »

A l'occasion du débat sur le Plan climat territorial, Yann VINCE a souligné que le combat contre le réchauffement climatique constituait un défi majeur pour l'avenir de l'humanité. Ce combat se gagnera en même temps que celui de transformation sociale, a insisté le Conseiller communiste. « Peut-on défendre l'environnement en faisant de la concurrence « libre et non faussée » le credo d'une économie dominée par le lobby pétrolier dont on sait la responsabilité dans le réchauffement climatique ? Peut-on défendre l'environnement en faisant des quotas de pollution un marché dominé par les plus riches... ? Peut-on défendre l'environnement sans faire des services publics le bras armé de cette ambition ? L'eau, l'énergie, les déchets, la biodiversité sont des biens communs qui doivent échapper à la marchandisation. » L'enjeu énergétique mériterait un vrai débat, a-t-il poursuivi plaçant pour « un programme d'économie et d'efficacité énergétique notamment dans les transports et l'habitat, un programme de recherche, d'expérimentation et de production des énergies renouvelables afin qu'elles représentent à moyen terme 25% de notre consommation... un nucléaire propre et durable grâce à la recherche et la démocratie... L'EPR et le futur réacteur de 4^e génération pour la fission, la recherche sur ITER pour la fusion peuvent y contribuer mais cela suppose la constitution d'un pôle public de l'énergie autour d'EDF et de GDF qui auraient pour mission de mettre en oeuvre cette ambition... »

Saint-Nazaire

Jeannine HOTTELARD « C'est notre pays qui est malade... »

L'élue a salué l'effort de la municipalité en matière d'insertion sociale et professionnelle. Plus de 9 200 000 euros d'aides directes et de subventions aux associations. Pour autant, le diagnostic social montre que la précarité et la pauvreté s'étendent. Au 31 décembre 2005, on comptait 9 293 personnes vivant avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Parmi elles 3 885 enfants... « Nous avons raison de faire jouer à plein la solidarité », a-t-elle affirmé tout en soulignant que ces efforts avaient des effets limités. Le chômage des jeunes atteint des sommets, 23% des moins de 25 ans sont sans emploi, on estime à 2 800 le nombre des travailleurs pauvres à Saint-Nazaire et « la finance et la spéculation s'attaquent aux entreprises les plus performantes de notre bassin d'emploi ! C'est notre pays qui est malade et Saint-Nazaire n'aura pas, seule, le remède... »

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Basse Loire : Réunion du Comité Local de la section du PCF le jeudi 26 avril à 18 h 30 salle de la Fraternité à Couëron.

Couëron : Réunion du collectif le jeudi 10 mai à 18h 30 salle de la Fraternité à Couëron.

Saint-Nazaire : Assemblée générale de la section du PCF le jeudi 3 mai à 18 heures à la Maison des Associations.

Trignac : Réunion du collectif à 18 heures le jeudi 3 mai.

Nantes : Assemblée générale des communistes de la section le jeudi 3 mai à 18 heures 30 à la Fédération.

Rezé : Assemblée de circonscription le jeudi 3 mai à 18 heures 30.

Portuaires : Réunion des adhérents le mardi 15 mai à 18 heures au local de section de Rezé.

■ LA FÊTE : C'EST PARTI ET BIEN PARTI...

LA SEULE FÊTE DU DÉPARTEMENT QUI PORTE L'ESPOIR D'UN AUTRE MONDE



La Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique 2007 a, cette année plus que jamais, l'ambition de réaliser un important événement politique et festif à la hauteur des exigences sociales portées par la jeunesse, les salariés en

lutte et tous ceux qui ne se résignent pas dans leur combat contre les idées de la droite et du grand patronat. Cette année encore, pour le plus grand plaisir de tous ceux qui sont attachés au progrès social, à la solidarité, à la démocratie, la Fête du journal départemental de la Fédération du Parti Communiste Français de Loire-Atlantique veut rassembler le plus largement possible autour d'espaces de débats et de convivialité. Donnons à cette Fête un rôle premier dans le département pour porter une autre politique à gauche. Avec détermination et enthousiasme, soyons présents pour dire bien haut qu'un autre monde est possible !

DES ESPACES POUR QUE CEUX QUI SUBISSENT LE CAPITALISME, S'EXPRIMENT

Un espace luttes, un espace solidarité, un espace pour la jeunesse, un espace livres, c'est la volonté de donner la parole à tous ceux qui dans tous les domaines de la société font face aux dogmes libéraux et aux excès de « l'argent roi ». Notre département subit la violence du capitalisme financiarisé. Airbus, Aker Yards, RFS, Pieslmstick, Alcatel, sont autant d'entreprises où les salariés sont en lutte pour défendre leurs emplois et l'avenir industriel de la Loire-Atlantique, l'espace luttes leur est consacré. Parce que des êtres humains sont discriminés, maltraités, expulsés, ignorés, un espace solidarité affirmera notre soutien et notre résistance. Les jeunes auront une nouvelle fois un lieu d'échange, de partage et d'expression parce qu'ils ont dit NON à la casse de leur avenir et veulent que leurs exigences soient entendues, un espace jeunesse leur est réservé. Enfin, pour tous ceux qui aiment lire, un espace livres fera le bonheur des passionnés de la lecture, une diversité de choix garantie et de bons moments à passer.

Le programme et la vignette donnant droit à l'entrée sur la Fête, sont disponibles auprès des militants communistes

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Yannick Chéneau
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Yves MARTIN
Aymeric SEASSAU
Yann VINCE

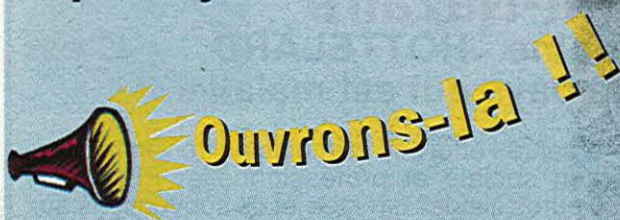


■ LA FÉDÉRATION PCF RENCONTRE PRESSE Océan

De nombreuses protestations nous sont parvenues quant au traitement de l'actualité politique et à la place laissée au PCF dans la presse locale et dans Presse Océan en particulier.

C'est pourquoi la Fédération du PCF et les Nouvelles de Loire-Atlantique ont sollicité une rencontre avec la rédaction de Presse Océan. L'occasion d'un échange franc, courtois et direct. Michel RICA a pu évoquer le traitement des venues de Marie George BUFFET pour la manifestation d'Airbus à Saint-Nazaire et pour le meeting au Zénith, qui ont été faiblement traitées par le quotidien. La direction de Presse Océan a répondu qu'il ne s'agissait pas de choix politiques mais d'une question de volume et de traitement de l'actualité départementale. Les journalistes présents ont également fait observer que certains articles des Nouvelles, notamment lorsqu'ils ont pu mettre en cause l'intégrité professionnelle d'un journaliste, sont apparus comme blessants pour l'équipe. Par la voix de Dominique LUNEAU, rédacteur en chef, l'équipe a réaffirmé son objectif de rester un journal citoyen faisant remarquer qu'il accordait une place conséquente au traitement de l'actualité politique départementale. Précisant également que dans ce cadre, la Fédération du Parti Communiste restait un interlocuteur incontournable. Une rencontre jugée utile et constructive par les différents intervenants.

Espace jeunes



Dimanche, le stress va monter au fur et à mesure que l'heure fatidique approchera. A 19h59, je serai collé à mon siège, tendu, à attendre l'heure de vérité. Si je vois Ségolène Royal apparaître sur mon écran je pourrai souffler, si la tronche à Sarko venait à occuper encore une

fois l'espace entre moi et le tube cathodique de la télé, ce sera le drame. Dur, dur de voir mon avenir et celui de toute une jeunesse déjà bien mal menée, dépendre de l'élection ou non d'un individu génétiquement détestable. Quand on pense que des idées du FN peuvent gagner le pou-

voir, ça fout les boules. Dans tous les cas, j'ai bien du mal à relativiser le sort que nous réserve le deuxième tour de l'élection présidentielle même si finalement, c'était le scénario prévu. Le vote utile a fonctionné, il faut dire que toutes les conditions politiques et médiatiques étaient réunies pour que la trouille de revoir ce fascho de Le Pen au deuxième tour, dissuade nombre de jeunes et de moins jeunes de voter pour une politique réelle-

ment à gauche. Dans ces circonstances, les jeunes qui se sont mobilisés par millions contre le CPE et la constitution européenne n'ont pas fait un choix de convictions, 24 % des 18-25

« Tout a été fait pour voter contre quelqu'un et non pour un projet de société »

ans ont voté pour Bayrou, 21% pour Sarkozy, 29% pour Royal, ces mêmes qui défendaient bec et ongles le traité constitutionnel rejeté par la jeunesse. Ces

gagnants du premier tour nous rabâchent sans arrêt que la forte participation des électeurs au premier tour, démontre la vitalité de la démocratie en France si ce n'est que ce sont les médias et les « grands candidats » qui ont fait la campagne en occultant les questions de fond. La campagne n'a pas été à la hauteur des enjeux, il n'y a pas eu de débats contradictoires entre les candidats, les vrais problèmes de société comme le logement,

l'éducation, l'emploi, les salaires, le système de santé, les services publics n'ont pas eu de place. L'impression que donne cette élection, c'est que finalement les gens sont mobilisés pour voter contre quelqu'un et non pour un projet de société. On est des millions à vouloir battre Sarko et il faut lui faire barrage mais il ne faudra pas aux législatives, voter pour le moindre mal et porter le progrès social, pour en finir avec la précarité, pour l'école de la réussite, pour la fin des discriminations et pour un monde pacifique et solidaire.